



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

|  |  |
|--|--|
| <b>SERVICE/DIRECTION : GEP/VOIRIE</b><br><br><b>Réf : FTS/FTS</b><br><b>Réf : Ev241822</b> | <b>OBJET : MODIFICATION DE LA PROGRAMMATION DES LUMINAIRES</b><br><br>• DIVERSES VOIES<br><br><b>Du 08/07/2024 au 08/10/2024</b> |
|--|--|

### **Le Maire de la ville de NIMES, Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**VU** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**Vu Vu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Vu** l'Avis des services techniques

**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 28/06/2024,

**Considérant** qu'il importe de faciliter les chantiers de toutes natures dans l'agglomération nîmoise, tout en préservant la libre circulation publique.

**ARRÊTE****ARTICLE 1 - STATIONNEMENT**

du 08/07/2024 au 08/10/2024 entre 09H00 et 16H00

- Le pétitionnaire, **BOUYGUES ENERGIES & SERVICES** est autorisé à stationner en empiètement de voie et de ses dépendances, au droit des zones d'interventions :

- PLACE DU 19 MARS 1962
- RUE DE L ABATTOIR
- BOULEVARD ALPHONSE DAUDET
- BOULEVARD AMIRAL COURBET
- BOULEVARD DES ARENES
- PLACE DES ARENES
- PLACE AUGUSTE BLANQUI
- RUE BASSANO
- SQUARE DE LA BOUQUERIE
- RUE DE CONDE
- PLACE DELACROIX
- PLACE DE LA DIVISION DAGUET
- BOULEVARD ETIENNE SAINTENAC
- PLACE GABRIEL PERI
- BOULEVARD GAMBETTA
- PLACE GAUGUIN
- ROUTE DE GENERAC
- RUE GILLES ROBERVAL
- IMPASSE GILLES ROBERVAL
- RUE GRIZOT
- RUE HELENE BOUCHER
- RUE HENRI BATAILLE
- AVENUE KENNEDY
- PLACE DE LA MAISON CARREE
- CHEMIN DU MAS DE TESTE
- ROUTE DE MONTPELLIER
- ROND POINT DES NATIONS UNIES
- CHEMIN NEUF DE PISSEVIN
- RUE DU 11 NOVEMBRE 1918
- ROND POINT PIERRE COLIN
- ROUTE DE POULX
- CHEMIN DU Puits DE ROULLE
- PLACE RAPHAEL
- ROND POINT RISHON LE ZION
- RUE SAINT FRANCOIS
- BOULEVARD VICTOR HUGO
- PLACE WATTEAU

- Le stationnement de tout véhicule est considéré comme gênant :  
**au droit des zones d'interventions citées ci-dessus.**

Seul le véhicule du pétitionnaire **BOUYGUES ENERGIES & SERVICES** est autorisé à stationner sur les emplacements définis.

Le stationnement est autorisés sur les voies du TCSP de 22H30 à 05H00.

**ARTICLE 2 - CIRCULATION**

du 08/07/2024 au 08/10/2024 entre 09H00 et 16H00

La circulation de tout véhicule s'effectue sur chaussée rétrécie avec alternat par pilotage manuel, si nécessaire, au droit des zones d'interventions citées dans l'article 1.

**En aucun cas, la circulation n'est interrompue.**

La vitesse est abaissée à 20km/h de part et d'autre du chantier.

**L'ensemble de la pré-signalisation : signalisation d'approche, de position, de fin de prescription sont mises en place par le pétitionnaire et sous sa responsabilité.**

**ARTICLE 3** - Il appartient au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. **L'accès des garages aux riverains est impérativement maintenu.**

L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage sont mis en place par le pétitionnaire sur le chantier, à ses frais et sous sa responsabilité **plus de 48h avant l'exécution des prescriptions.**

La signalisation nécessaire à la sécurité du public est assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé du chantier : **BOUYGUES ENERGIES & SERVICES 233 AVENUE CLEMENT ADER 30320 MARGUERITTES représentée par Madame Marie CHALABREYSSE**

**ARTICLE 4** - Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté est **obligatoirement** affiché sur les lieux de l'autorisation de police de roulage.

**ARTICLE 6** - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

**ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER**

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- En cas de problème constaté, le pétitionnaire doit rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

**ARTICLE 8** - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées, un procès verbal est dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant est redevable d'une contravention de 5ème classe, et du paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

**ARTICLE 9 - M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,**

**Claude De GIRARDI**

Date de publication : 29/06/2024

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*